

QU'EST-CE QU'ON ATTEND ?

Avec le budget proposé en juillet, le gouvernement nous promet une autoroute vers la casse sociale en à peine trois ans. Bayrou justifie ça par la dette, mais quand on y regarde de plus près c'est aussi et surtout pour la guerre : la défense est le seul ministère dont le budget augmente (+3,5 milliards pour 2026).

La militarisation, c'est créer un danger, un ennemi (la Russie par exemple), c'est renforcer le nationalisme ("il faut nous défendre") et s'en servir pour arroser d'argent l'industrie de l'armement. Et on peut être sûr·e·s que la gauche au pouvoir ne changerait pas ce cap. Déjà, les différents partis de gauche sont loin de remettre en cause la militarisation à marche forcée mise en place par le gouvernement : missiles et fusées ne dérangent pas le PCF – ni la CGT – tant qu'ils sont franco-français, et la LFI ne rechigne pas devant la course à la sécurisation des frontières. Tout au plus la voudraient-ils plus douce, et chercher l'argent chez les riches et non les pauvres. Dans les médias, la politique, l'affichage public, les écoles, les discours militaristes et nationalistes sont hyper présents depuis des années pour nous préparer à se "serrer la ceinture" pour l'effort de guerre : la militarisation justifie alors la casse sociale et la montée des nationalismes.

Au-delà des discours guerriers, le gouvernement actuel continue de manière décomplexée la destruction du peu d'"acquis sociaux" qu'il ne touchait pas encore pour maintenir un semblant de paix sociale : suppression de deux jours fériés, réforme du RSA et du chômage, coupe dans les dépenses de santé, retraites, etc. Le pouvoir nous chie à la gueule et ne s'en cache pas. Après les loi anti-trans de l'été dernier, la vague de rafles qui a eu lieu dans les transports du début de l'été et les promesses de doubler le nombre de places en CRA d'ici 2027 (et passer le nombre de jours en CRA à 210 jours pour certaines personnes), sans compter le plan prison qui prévoit 18 000 nouvelles places (après en avoir promis 15 000) en taule d'ici 2027, est-ce qu'il nous faut attendre une raison de plus pour commencer à descendre dans la rue, ouvrir notre gueule, et nous bouger ? Leur message est clair : tenez-vous tranquilles et maintenez les rangs de la société raciste et patriarcale. Nous n'en ferons rien.

Bien que nous étions loin de nous contenter de ces quelques "acquis sociaux" remis en cause qui de toute façon ne concernent jamais tout le monde, le constat est celui-ci.

Ni DETTES, Ni ARMÉE
Ni BUDGET, Ni ETAT # 10/09

QU'EST-CE QU'ON ATTEND ?

Avec le budget proposé en juillet, le gouvernement nous promet une autoroute vers la casse sociale en à peine trois ans. Bayrou justifie ça par la dette, mais quand on y regarde de plus près c'est aussi et surtout pour la guerre : la défense est le seul ministère dont le budget augmente (+3,5 milliards pour 2026).

La militarisation, c'est créer un danger, un ennemi (la Russie par exemple), c'est renforcer le nationalisme ("il faut nous défendre") et s'en servir pour arroser d'argent l'industrie de l'armement. Et on peut être sûr·e·s que la gauche au pouvoir ne changerait pas ce cap. Déjà, les différents partis de gauche sont loin de remettre en cause la militarisation à marche forcée mise en place par le gouvernement : missiles et fusées ne dérangent pas le PCF – ni la CGT – tant qu'ils sont franco-français, et la LFI ne rechigne pas devant la course à la sécurisation des frontières. Tout au plus la voudraient-ils plus douce, et chercher l'argent chez les riches et non les pauvres. Dans les médias, la politique, l'affichage public, les écoles, les discours militaristes et nationalistes sont hyper présents depuis des années pour nous préparer à se "serrer la ceinture" pour l'effort de guerre : la militarisation justifie alors la casse sociale et la montée des nationalismes.

Au-delà des discours guerriers, le gouvernement actuel continue de manière décomplexée la destruction du peu d'"acquis sociaux" qu'il ne touchait pas encore pour maintenir un semblant de paix sociale : suppression de deux jours fériés, réforme du RSA et du chômage, coupe dans les dépenses de santé, retraites, etc. Le pouvoir nous chie à la gueule et ne s'en cache pas. Après les loi anti-trans de l'été dernier, la vague de rafles qui a eu lieu dans les transports du début de l'été et les promesses de doubler le nombre de places en CRA d'ici 2027 (et passer le nombre de jours en CRA à 210 jours pour certaines personnes), sans compter le plan prison qui prévoit 18 000 nouvelles places (après en avoir promis 15 000) en taule d'ici 2027, est-ce qu'il nous faut attendre une raison de plus pour commencer à descendre dans la rue, ouvrir notre gueule, et nous bouger ? Leur message est clair : tenez-vous tranquilles et maintenez les rangs de la société raciste et patriarcale. Nous n'en ferons rien.

Bien que nous étions loin de nous contenter de ces quelques "acquis sociaux" remis en cause qui de toute façon ne concernent jamais tout le monde, le constat est celui-ci.

Ni DETTES, Ni ARMÉE
Ni BUDGET, Ni ETAT # 10/09

Depuis cet été, on voit circuler plein d'appels à marquer le coup le 10 septembre : le budget est présenté comme la goutte d'eau qui fait déborder le vase déjà lourd de toutes les réformes récentes et des discours de plus en plus fafs qu'on se tape depuis des années. Si on partage ce ras-le-bol, ce serait quand même dommage qu'un "mouvement social" à la rentrée se limite à des discours prônant la censure du gouvernement. On voit déjà les habituels partis et syndicats se positionner (notamment en faisant leur mea culpa de leur mépris des gilets jaunes), pour pouvoir ensuite servir leurs agendas : on voit les municipales, puis les législatives et la présidentielle se profiler à l'horizon. Pourrait aussi se rejouer le même scénario électoral qui a eu lieu il y a plus d'un an, mettant en avant un fascisme incarné par le RN contre lequel il faut lutter en votant.

Si un mouvement prend forme, ne nous laissons pas avoir : ne soyons ni le faire-valoir des députés de gauche, ni leur marchepied pour les élections. Seul un mouvement incontrôlable et qui valorise tous les moyens d'action sera irrécupérable. Il y a beaucoup plus en jeu que la censure d'un gouvernement et une "victoire" dans les urnes : rebellons-nous contre le travail qui régit nos vies, pas seulement contre les réformes qui le rendent plus pénibles. Qui n'a pas rêvé de crever les pneus de la voiture du patron, ou bien du collègue qui harcèle ? Attaquons l'industrie qui dévaste et tue et pas seulement les lois qui la protègent, comme la belle action anonyme contre Lafarge en Ardèche il y a quelques jours. Luttons contre l'État et contre l'économie en général et pas seulement contre leur budget. L'article « le 10/09 on bloque quoi » sur Indymedia Nantes, par exemple, suggère judicieusement de débrancher les boîtiers fibre présents partout dans la rue.

Nous ne croyons pas en la possibilité de rendre la vie en État démocratique moins pire ou plus vivable. C'est bien la démocratie qui nous a amené·e·s ici, non ? Alors attaquons-la, avec nos moyens. Ceux de l'auto-organisation sans chefs, ni politiciens, ni journalistes. Ceux de la solidarité face à tout type de répression. Ceux de l'action directe.

Si il y a bien eu une sensibilité commune aux derniers mouvements d'ampleur (Gilets Jaunes, émeutes pour Nahël, révoltes en Kanaky), c'est celle de la conflictualité directe et frontale avec l'État : présence répétée et rejoignable dans la rue, débordement des manifs et des cadres imposés, sabotage des infrastructures et des flux (transports, routes, énergies, télécommunications) pour mettre à l'arrêt la normalité, attaques des symboles de l'État (préfectures, commissariats, centres d'impôt), pillage des commerces contre la vie chère, espaces pour se retrouver et discuter autour des barricades et blocages, etc.



Reprenons nos vies en main et faisons exister cette conflictualité en l'articulant avec des pratiques autonomes. Ne laissons pas les partis, les syndicats et les militants zélés récupérer notre colère, ne laissons plus l'État diriger notre quotidien, rompons avec l'isolement et l'impuissance qu'il engendre.

Pour un mouvement créatif et irrécupérable,

Vive la révolte et le sabotage ; à bas l'État et ses armées.

Depuis cet été, on voit circuler plein d'appels à marquer le coup le 10 septembre : le budget est présenté comme la goutte d'eau qui fait déborder le vase déjà lourd de toutes les réformes récentes et des discours de plus en plus fafs qu'on se tape depuis des années. Si on partage ce ras-le-bol, ce serait quand même dommage qu'un "mouvement social" à la rentrée se limite à des discours prônant la censure du gouvernement. On voit déjà les habituels partis et syndicats se positionner (notamment en faisant leur mea culpa de leur mépris des gilets jaunes), pour pouvoir ensuite servir leurs agendas : on voit les municipales, puis les législatives et la présidentielle se profiler à l'horizon. Pourrait aussi se rejouer le même scénario électoral qui a eu lieu il y a plus d'un an, mettant en avant un fascisme incarné par le RN contre lequel il faut lutter en votant.

Si un mouvement prend forme, ne nous laissons pas avoir : ne soyons ni le faire-valoir des députés de gauche, ni leur marchepied pour les élections. Seul un mouvement incontrôlable et qui valorise tous les moyens d'action sera irrécupérable. Il y a beaucoup plus en jeu que la censure d'un gouvernement et une "victoire" dans les urnes : rebellons-nous contre le travail qui régit nos vies, pas seulement contre les réformes qui le rendent plus pénibles. Qui n'a pas rêvé de crever les pneus de la voiture du patron, ou bien du collègue qui harcèle ? Attaquons l'industrie qui dévaste et tue et pas seulement les lois qui la protègent, comme la belle action anonyme contre Lafarge en Ardèche il y a quelques jours. Luttons contre l'État et contre l'économie en général et pas seulement contre leur budget. L'article « le 10/09 on bloque quoi » sur Indymedia Nantes, par exemple, suggère judicieusement de débrancher les boîtiers fibre présents partout dans la rue.

Nous ne croyons pas en la possibilité de rendre la vie en État démocratique moins pire ou plus vivable. C'est bien la démocratie qui nous a amené·e·s ici, non ? Alors attaquons-la, avec nos moyens. Ceux de l'auto-organisation sans chefs, ni politiciens, ni journalistes. Ceux de la solidarité face à tout type de répression. Ceux de l'action directe.

Si il y a bien eu une sensibilité commune aux derniers mouvements d'ampleur (Gilets Jaunes, émeutes pour Nahël, révoltes en Kanaky), c'est celle de la conflictualité directe et frontale avec l'État : présence répétée et rejoignable dans la rue, débordement des manifs et des cadres imposés, sabotage des infrastructures et des flux (transports, routes, énergies, télécommunications) pour mettre à l'arrêt la normalité, attaques des symboles de l'État (préfectures, commissariats, centres d'impôt), pillage des commerces contre la vie chère, espaces pour se retrouver et discuter autour des barricades et blocages, etc.



Reprenons nos vies en main et faisons exister cette conflictualité en l'articulant avec des pratiques autonomes. Ne laissons pas les partis, les syndicats et les militants zélés récupérer notre colère, ne laissons plus l'État diriger notre quotidien, rompons avec l'isolement et l'impuissance qu'il engendre.

Pour un mouvement créatif et irrécupérable,

Vive la révolte et le sabotage ; à bas l'État et ses armées.